Globale Poursuite

Qui gagne ? Qui perd ?

CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

travail décent
vie décente

Globale Poursuite

Le présent outil de sensibilisation a été conçu
pour offrir au public une meilleure compréhension
des obstacles à lever en vue de promouvoir
le travail décent dans le monde.

Mode d'emploi

1 ➜ Découpez les six fiches-personnages.

2 ➜ Tentez de répondre aux onze questions du jeu en vous servant des informations reprises sur les fiches-personnages.

3 ➜ Devenez animateur/trice en faisant le jeu avec vos amis.

Cet outil pédagogique a été produit en juin 2008 par le CNCD-11.11.11
avec le soutien de la DGCD dans le cadre de la campagne
pour le travail décent.

<www.cncd.be> **<www.travaildecent.be>**

Le travail décent renvoie au droit non seulement de survivre, mais de prospérer et d'avoir une vie digne et épanouissante.

Nelson Mandela

En 1999, l'Organisation Internationale du Travail (OIT), une institution de l'ONU rassemblant des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, introduisait le concept de « travail décent ». L'idée est simple : il s'agit d'un travail permettant à toute personne de vivre dignement.

Pour fondamental qu'il soit, le travail décent n'en reste pas moins inaccessible à des millions d'hommes et de femmes.
À l'échelle du monde, 40 % des travailleurs et des travailleuses gagnent moins de 1,30 euro par jour [1] ! On ne s'étonnera pas qu'avec un revenu aussi dérisoire un besoin essentiel comme l'alimentation, pour ne citer qu'un exemple, ne soit pas satisfait – une personne sur sept souffre de sous-alimentation, et une sur trois de carences alimentaires diverses [2].

L'idée qui préside au concept de travail décent repose sur quatre piliers :

➔ Satisfaire les besoins essentiels et atteindre un certain standard de développement humain ;

➔ Respecter la liberté de s'organiser et de participer aux décisions qui ont un impact sur le travail ;

➔ Bénéficier du droit à la protection sociale, tant au niveau personnel qu'au niveau de la solidarité entre travailleurs à l'égard de celles/ceux qui ne peuvent pas exercer un travail rémunéré ;

➜ Construire le dialogue social entre des organisations de travailleurs et d'employeurs fortes et indépendantes et un État démocratique et régulateur.

Le concept de travail décent a été introduit pour répondre aux défis posés par les grandes mutations de l'économie mondiale depuis un quart de siècle :

➜ Le doublement de la main d'œuvre mondiale suite à l'émergence depuis 1990 de 1,5 milliard de travailleurs issus des économies jusque-là fermées de l'ex-URSS et de pays émergents comme l'Inde et la Chine ;

➜ L'ouverture croissante des marchés suite à la libéralisation du commerce, des investissements et des mouvements de capitaux ;

➜ La révolution informatique qui a permis aux firmes de numériser l'interface entre les différents maillons de la chaîne de production (conception, fabrication des composants, fabrication des produits, commercialisation) et de localiser ces différentes fonctions dans les endroits du monde les plus attractifs.

Il en a découlé une mise en concurrence des travailleurs, au Nord comme au Sud, suite à la course à la compétitivité à laquelle se livrent les États du monde entier pour attirer les firmes. Il en résulte une idée fausse dans l'opinion publique des pays riches : les problèmes d'emploi au Nord auraient pour cause majeure les délocalisations vers le Sud.

Pourtant, les travailleurs du monde entier ont au contraire des intérêts convergents : l'élévation des niveaux de vie au Sud est le meilleur garant du progrès social au Nord. Les travailleurs du Nord ont donc intérêt à promouvoir les libertés syndicales et l'augmentation des revenus dans le Sud. C'est ce que ce jeu va vous faire découvrir.

La promotion du travail décent pour toutes et tous est une conquête qu'il faut plus que jamais entreprendre. La campagne internationale « Travail décent, vie décente » a été lancée lors du Forum social mondial de Nairobi en janvier 2007. En Belgique, cette campagne sera relayée par les deux coupoles d'ONG que sont le CNCD-11.11.11 et son homologue néerlandophone 11.11.11-KVNZB dans le cadre de la campagne 11.11.11 2008-2010. À cette fin, ces coupoles ont rassemblé des syndicats et des ONG pour former la Coalition belge pour le travail décent [3].

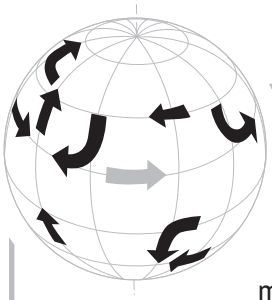
En savoir plus ? Agir ?
<www.travaildecent.be>

Notes

1/. OIT, Key Indicators of the Labour Market, 2007.

2/. FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2007.

3/. Les membres francophones de la Coalition belge pour le travail décent sont : le CNCD – 11.11.11, la CSC, la CGSLB, la FGTB, Solidarité socialiste, Solidarité mondiale, Oxfam-solidarité, Les Magasins du Monde - Oxfam, la Campagne Vêtements Propres, le GRESEA, le CIRé, et le Monde Selon les Femmes.

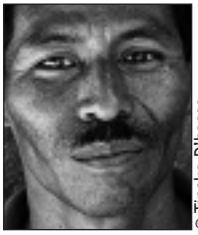


Question 1

Depuis les années quatre-vingt, les capitaux et les marchandises circulent autour du globe à une vitesse jamais atteinte auparavant. La « globalisation » fait des heureux gagnants, mais aussi des perdants.

Qui, sur le plan financier, est gagnant, et qui est perdant ?

Cochez les bonnes cases
en vous reportant aux fiches-personnages :


© Tineke D'haese

Antonio
❑ Gagnant
❑ Perdant

© OIT-M. Crozet

Xiu
❑ Gagnante
❑ Perdante

© cncd-11.11.11

Tony
❑ Gagnant
❑ Perdant

© cncd-11.11.11

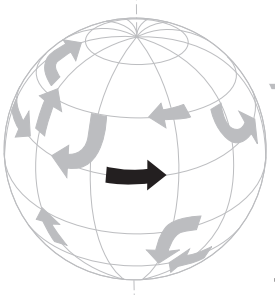
Cécile
❑ Gagnante
❑ Perdante

© cncd-11.11.11

Agnès
❑ Gagnante
❑ Perdante

© cncd-11.11.11

Salif
❑ Gagnant
❑ Perdant



Réponse 1

Les gagnants

Tony La finance domine aujourd'hui l'économie mondiale. Elle capte une part croissante des profits engendrés par l'économie réelle, c'est-à-dire la production des biens et services par les entreprises dont elle est devenue propriétaire.

Agnès Les cadres supérieurs des multinationales profitent de la compétition mondiale qui pousse les firmes à attirer les meilleurs d'entre eux par des salaires de plus en plus élevés.

Les perdants

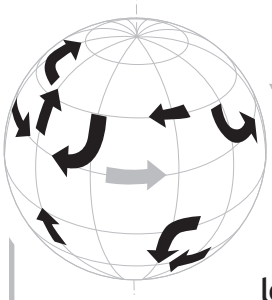
Cécile Les travailleurs peu qualifiés des pays riches sont précarisés par la possibilité pour les firmes de délocaliser leurs tâches vers les pays à bas salaires, proches ou lointains.

Les menaces de délocalisation permettent aux entreprises d'exercer une pression à la baisse sur les salaires.

Xiu a vu sa situation s'améliorer, mais celle-ci n'est que légèrement moins inhumaine que la précédente dans laquelle elle subissait la pauvreté des campagnes. Xiu gagne juste de quoi payer le dortoir et ses repas à l'usine. Seules les heures supplémentaires lui permettent de mettre un peu d'argent de côté.

Antonio travaille dans des conditions proches de l'esclavage. Il lui arrive de porter sur son dos jusqu'à 12 tonnes de cannes coupées en un jour ! Comme les feuilles des cannes sont brûlées juste avant la coupe, Antonio respire constamment des cendres en suspension dans l'air. Après trois ans de ce travail, il commencera à avoir des problèmes pulmonaires.

Salif a perdu sa ferme et le métier qu'il a appris. La ville où il a émigré ne lui offre pas la possibilité de travailler dans l'industrie, trop rare en Afrique. Il gagne moins de 20 euros par mois grâce à des petits boulots dans l'« économie informelle ».



Question 2

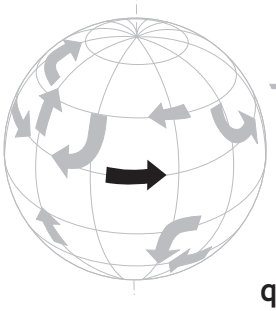
Que peut s'acheter Xiu avec le salaire qu'elle reçoit ?

Cochez la bonne case :

❑ 1.Une veste Lesprit à 200 euros

❑ 2.Un téléviseur Philips à 500 euros

❑ 3.Un anorak de marque chinoise à 10 euros



Réponse 2

Il fallait cocher la case 3 : Xiu ne peut se payer qu'un anorak de marque chinoise à 10 euros [1].

Les progrès technologiques, la diminution des coûts de transport et l'ouverture progressive de l'économie chinoise ont permis à la firme Lesprit de délocaliser la production de ses vêtements en Chine pour les réexporter ensuite et les vendre en Europe et aux États-Unis.

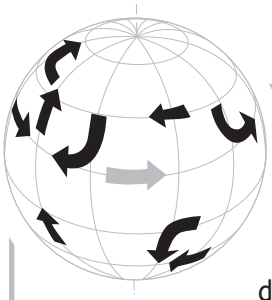
Si Lesprit a choisi la Chine, c'est parce que la main d'œuvre y est abondante et les salaires très bas : en moyenne 3 % du salaire moyen aux États-Unis.

Malgré les profits engendrés par Lesprit grâce à sa stratégie de localisation, Xiu n'a que peu de possibilités de voir son salaire augmenter rapidement : la Chine n'est pas un pays démocratique et il n'y existe pas de syndicats libres et indépendants pour négocier une répartition des richesses et augmenter les salaires des ouvriers et ouvrières.

En outre, il existe 350 millions de paysans ruraux qui vivent en Chine avec moins de 1 dollar par jour et désirent, eux aussi, obtenir un emploi industriel urbain un peu mieux rémunéré. Cette « armée de réserve » permet à la direction de Lesprit de faire jouer la concurrence : si Xiu n'accepte pas de travailler pour un si faible salaire, des millions de ses compatriotes sont, eux, prêts à le faire !

Une augmentation du salaire de Xiu n'aurait toutefois guère d'impact sur le prix de la veste pour le consommateur européen : le salaire de Xiu représente, en effet, moins de 5 % du prix de la veste qu'elle produit.

1/. Voir le tableau « Indicateurs du niveau de vie dans quelques pays » en fin de volume.



Question 3

Grâce aux recommandations d'une cousine, l'épouse de Salif a obtenu un job de nettoyeuse à l'hôtel Sofitel de Bamako. Cette promotion va permettre au ménage de mettre de l'argent de côté. Quand ils auront économisé l'équivalent de 1.500 euros, ils pourront tenter de mettre en place un projet qui les sorte de la pauvreté.

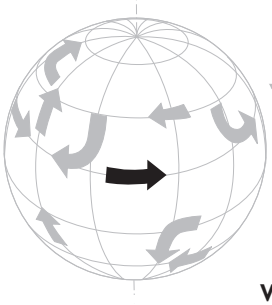
Vous êtes Salif. Quel projet choisissez-vous ?

Cochez une case :

❑ Travailler dans une mine d'or qui a récemment été ouverte à 500 km de Bamako. Elle paye ses mineurs environ 100 euros par mois. Cette mine appartient pour 80 % à Geogold, une multinationale dont DAC est actionnaire, et à l'État malien, propriétaire des 20 % restants.

❑ Émigrer en Europe, les 1.500 euros servant à payer les « passeurs ». Si Salif y trouve un emploi, il pourra peut-être un jour faire venir sa femme et sa fille et verser un quart de son salaire au reste de sa famille restée au Mali.

❑ Ouvrir un petit commerce dans l'économie informelle à Bamako.



Réponse 3

Quel que soit le choix que vous avez fait, il ne vous permettra pas d'accéder à un emploi répondant aux critères du travail décent :

➜ si les mines d'or rapportent beaucoup d'argent à leurs actionnaires [1], elles ne créent par contre pas beaucoup d'emplois sur le terrain. Au Mali cependant, les deux tiers de la population vit avec moins de 50 euros par mois ! Geogold n'embauche en outre que sous contrat à durée déterminée, et le gisement d'or sera épuisé en 10 ou 12 ans. DAC exige une rentabilité rapide de la mine. Salif devra donc travailler 12 heures par jour mais ne devra pas s'attendre à ce que ses heures supplémentaires soient payées systématiquement, ni à pouvoir revendiquer de meilleures conditions de travail : la gendarmerie locale, financée en partie par Geogold, réprime sévèrement les grèves [2] ! Le travail de Salif comportera aussi des risques de santé car l'or est extrait à l'aide de cyanure ;

➜ en émigrant vers l'Europe, Salif risque sa vie, que ce soit en traversant le désert vers le Maroc avec des passeurs touaregs, ou en tentant de rejoindre les îles Canaries en pirogue. Les contrôles anti-immigration ont été renforcés tant aux frontières de l'Europe qu'en Afrique du Nord. Si Salif arrive néanmoins en Europe, ce qui peut prendre un an, voire deux, il pourra peut-être trouver du travail. Il ne sera toutefois pas couvert par la législation du travail en vigueur, et son employeur lui donnera le salaire qu'il veut. Il pourra espérer être un jour régularisé, ce qui peut prendre pas mal d'années, mais il pourra tout aussi bien être renvoyé au Mali par avion ;

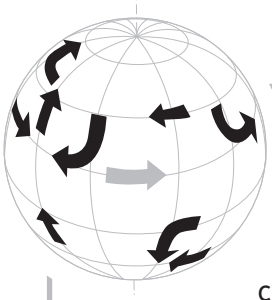
➜ le capital de 1.500 euros (1 million de Francs CFA) permettrait à Salif de mettre sur pied un petit commerce. Il pourrait acheter deux frigos et une charrette, et se lancer dans la vente ambulante d'eau fraîche et de jus de gingembre dans les rues de Bamako. Cette activité « informelle »

ne lui permettra néanmoins pas de bénéficier d'une quelconque protection sociale. En cas de maladie par exemple, il n'aura ni revenu de remplacement ni remboursement des soins de santé. Les petits boulots comme vendre des fruits et légumes ou du bois à brûler dans la rue, cirer les chaussures des passants, constituent l'économie « informelle ». En Afrique subsaharienne, les petits boulots de l'économie informelle sont très majoritairement faits par des femmes.

Notes

1/. Un actionnaire est le propriétaire d'une entreprise, en tout ou en partie. Il peut être une personne physique, une autre entreprise ou l'Etat. Il est aussi propriétaire des bénéfices de l'entreprise une fois que tous les frais de fonctionnement ont été payés.

2/. Source : Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, Mali. L'exploitation minière, Mission internationale d'enquête, septembre 2007.



Question 4

Lorsque Cécile a perdu son emploi chez Renault-Vilvoorde en 1997, la firme ne faisait que commencer sa stratégie de développement international.

Comme le dit aujourd'hui Carlos Ghosn, grand patron de Renault, « à l'avenir il faudra construire des voitures de façon frugale, comme les Chinois et les Indiens le font, c'est une question de survie » [1]. Renault hésite actuellement entre la Thaïlande et le Viêt-Nam pour installer une nouvelle usine de 5.000 travailleurs qui fournira les marchés asiatiques, mais également européens.

Vous êtes Carlos Ghosn. Quels critères guident votre choix entre la Thaïlande et le Viêt-Nam pour installer la nouvelle usine Renault ?

Cochez les bonnes cases :

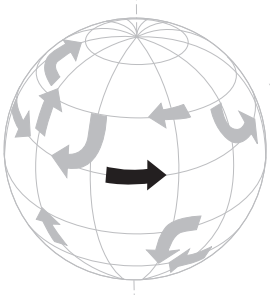
- ❑ 1.la stabilité politique et économique
- ❑ 2.le coût de la main d'œuvre
- ❑ 3. les avantages fiscaux et la qualité des télécommunications et des infrastructures
- ❑ 4.la souplesse quant au respect de la législation sur le travail

Note

1/. Magazine Veja (Brésil), *Carro bom e barato*, 10 janvier 2007.

Thaïlande
➜ stabilité politique et économique relativement bonne, malgré des crises financières et politiques récurrentes,
➜ salaire ouvrier (minimum légal): 90 euros/mois,
➜ installation facile dans la zone franche d'exportation (« Export processing zone ») offrant eau, gaz, électricité, télécommunications et basse taxation,
➜ 60 % des normes internationales fondamentales du travail sont respectées.

Viêt-Nam
➜ Relative stabilité politique et économique, pays faisant partie des 50 pays les plus pauvres du monde mais en croissance rapide depuis plusieurs années,
➜ salaire ouvrier (minimum légal): 45 euros/mois,
➜ installation facile dans la zone franche d'exportation offrant eau, gaz, électricité, télécommunications et basse taxation,
➜ 60 % des normes internationales fondamentales du travail sont respectées.



Réponse 4

Il fallait cocher les quatre cases.

En effet, les critères de localisation d'une firme multinationale sont multiples. Le plus important est la stabilité économique et politique. Arrivent ensuite la qualité des télécommunications, le coût modéré et la disponibilité d'une main d'œuvre scolarisée, puis le niveau de taxation des entreprises, la qualité des services financiers (banques), les aides aux investissements et l'attitude positive des autorités locales vis-à-vis des investisseurs étrangers [1]. Le fait de disposer d'une législation du travail « flexible » est le critère prioritaire qui vient ensuite [2]. Tous ces critères servent toutefois un objectif final : produire à moindre coût dans un environnement à la fois stable et permettant une rentabilité maximale pour l'entreprise.

Vu que toutes les firmes sont à la recherche de ces mêmes avantages compétitifs, la concurrence internationale entre elles est permanente, et les dirigeants comme Carlos Ghosn doivent constamment remettre en question l'efficacité de leurs stratégies de localisation. D'un autre côté, les pays aussi sont mis en concurrence entre eux s'ils veulent attirer sur leur territoire des firmes multinationales possédant technologies et méthodes de gestion avancées. Le risque est alors très grand de voir les Etats contraints à une politique du « moins-disant », c'est-à-dire à offrir aux multinationales une main d'œuvre toujours moins chère et une taxation des bénéfices toujours plus légère (ce qui réduit les ressources de l'Etat pour financer le développement).

Le fait de pouvoir disposer de facilités locales (comme les routes, les installations portuaires, l'électricité, l'eau, les télécommunications, une main-d'œuvre scolarisée et en bonne santé, etc.) est déterminant dans la stratégie de localisation des multinationales. C'est pourquoi il n'y a presque aucun site de production industrielle qui s'installe dans les pays

les plus pauvres, comme au Mali, chez Salif, alors que les salaires y sont pourtant les plus bas du monde. Le fait que les travailleurs y soient peu formés, que le matériel soit vieux et en mauvais état, que les technologies et les infrastructures y soient peu développées, rend au final le coût de la production industrielle très élevé, malgré la faiblesse extrême du niveau des salaires.

La compétitivité d'un pays vis-à-vis des multinationales dépend pour beaucoup de la qualité de ses infrastructures et de la qualification de ses travailleurs et travailleuses. Il ne doit donc pas se limiter à offrir une main d'œuvre bon marché et une basse taxation, mais doit développer de multiples facteurs, comme l'éducation, la santé ou le développement des infrastructures [3].

Notes

1/. C'est-à-dire les firmes multinationales.

2/. UNCTAD, *World Invesment Report*, United Nations, 2007.

3/. Suzanne Berger, *Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie internationale*, Seuil, 2006.

Question 5

Qui parmi Tony, Xiu, Antonio et Cécile représente la catégorie de personnes qui, dans le monde, a les revenus les plus faibles ?

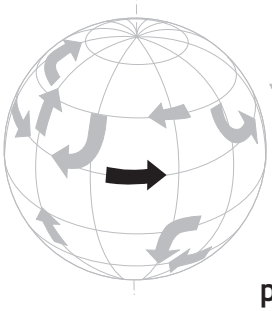
Cochez la bonne case :

Tony
❑

Xiu
❑

Antonio
❑

Cécile
❑



Réponse 5

C'est Xiu qui représente la catégorie des personnes les plus pauvres dans le monde : les femmes jeunes vivant dans les pays en développement.

Les deux tiers des pauvres dans le monde sont des femmes. Elles représentent 40 % de la main d'œuvre mondiale (passant de 1 à 1,22 milliard entre 1991 et 2005) et sont généralement confrontées à des revenus inférieurs à ceux des hommes. Elle sont aussi confrontées à des emplois précaires sans possibilités de promotion du fait qu'elles sont souvent cantonnées dans l'économie des soins, dans le secteur agricole et, surtout, dans le secteur informel. Plus de 60 % des travailleuses des pays en développement sont actives dans le secteur informel urbain [1], tandis que le travail agricole est en majorité assuré par les femmes. Le mari est, en effet, souvent parti en ville pour trouver un travail plus rémunérateur.

Les femmes sont également victimes de discriminations salariales en Europe et en Belgique où le salaire moyen des femmes est de 15% inférieur à celui des hommes. Cela s'explique notamment par le fait que les femmes comme Cécile sont davantage contraintes d'opter pour un emploi à temps partiel ou pour un emploi peu rémunérateur comme les services de proximité. Les jeunes filles des pays pauvres forment par ailleurs la catégorie des personnes ayant le moins accès à la scolarité.

Après les femmes, ce sont les jeunes qui sont les principaux exclus du monde du travail. Les jeunes des pays en développement sont 3,3 fois plus susceptibles d'être chômeur que les adultes. Ils le sont 2,3 fois plus dans les pays industrialisés [2].

À l'autre extrémité de l'échelle sociale, on trouve le monde des actionnaires, c'est-à-dire les propriétaires des entreprises. Si près de trois mil-

liards d'êtres humains survivent avec moins de 1,30 euro par jour, 5 % de l'humanité seulement, soit 300 millions de personnes [3] (dont la moitié vit aux Etats-Unis) sont propriétaires de la quasi-totalité des entreprises cotées en bourse. Les propriétaires d'entreprises sont divers. Ils peuvent être des personnes, des « investisseurs institutionnels » comme les compagnies d'assurance ou le fonds de pension pour lequel travaille Tony, ou encore l'État.

Les fonds de pension anglo-saxons représentent la catégorie d'actionnaires qui concentrent le plus de capitaux entre leurs mains. Le fonds de pension pour lequel travaille Tony a pour ressources financières l'épargne de très nombreux déposants. Ceux-ci sont des travailleurs qui se constituent la pension dont ils auront besoin quand ils arriveront à l'âge de la retraite. Ces montants très importants permettent à Tony d'acquérir, pour le fonds, des parts d'entreprises diverses, en général des multinationales. Le but est de faire « fructifier » l'argent qui est ainsi placé en exigeant que la firme verse chaque année une partie de ses bénéfices. Les grandes réserves d'argent que peuvent utiliser les fonds de pension permettent à ceux-ci d'exercer une forte pression sur les entreprises dont ils sont devenus propriétaires afin qu'elles leurs versent des sommes très importantes [4]. Cette exigence peut déboucher sur la fermeture de parties ou de branches d'entreprises qui n'étaient pourtant pas en perte, mais bénéficiaires. Elles ne faisaient, selon les exigences des fonds de pension, pas assez de bénéfices !

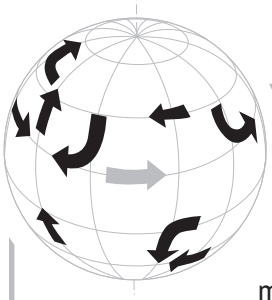
Notes

1/. BIT, « Changements dans le monde du travail », BIT, Conférence internationale du travail, 95ème session, 2006., p. 32.

2/. BIT, op. cit., pp. 22-23.

3/. Femmes et enfants compris.

4/. Un fonds de pension exige généralement d'une firme un versement annuel équivalent à 15% du montant qu'il a « placé » dans cette firme en en acquérant une partie.



Question 6

Les produits que nous consommons sont de plus en plus fabriqués en Chine sous la direction de firmes multinationales. C'est pourquoi la Chine est souvent désignée comme « l'atelier du monde ». L'Inde, avec ses ingénieurs en informatique, se profile de son côté en « bureau du monde ». Le Brésil, qui exporte de plus en plus de produits agricoles, commence quant à lui à être perçu comme la « ferme du monde ».

Dans ces domaines, sur lesquels ils fondent leur stratégie de développement, ces pays « émergents » deviennent de redoutables concurrents pour les pays industriels. Cette force nouvelle n'empêche pas qu'on y dénombre les pauvres par dizaines ou centaines de millions !

Antonio est un des nombreux paysans brésiliens à avoir perdu son lopin de terre au profit des grands propriétaires du sol.

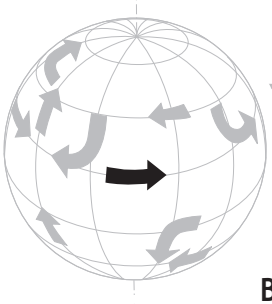
Un pour cent des propriétaires, les plus grands, détient une certaine part des terres agricoles du Brésil. À combien s'élève cette part ?

Cochez la bonne case :

❑ 10 %

❑ 30 %

❑ 50 %



Réponse 6

Cinquante pour cent des terres agricoles au Brésil sont détenues par 1 % seulement des propriétaires de terre agricole.

Ces grands propriétaires disposent donc d'immenses surfaces cultivables, mais aussi d'une abondante main d'œuvre à bas salaire pour produire massivement du sucre, du soja ou des poulets pour le reste du monde.

Les gigantesques surfaces de production et le bas salaire des ouvriers agricoles comme Antonio permettent à des entreprises brésiliennes comme Sucobraz d'exporter du sucre en très grandes quantités en le vendant très bon marché. Le sucre de canne peut parfaitement concurrencer le sucre de betterave car on peut obtenir, à partir de la canne, le même sucre pur et blanc que celui qu'on obtient de la betterave [1]. Le Brésil exporte actuellement 20 millions de tonnes de sucre par an et 3,5 milliards de litres d'éthanol.

L'exportation de sucre et d'éthanol profite aux « barons du sucre » brésiliens (quelques richissimes grandes familles propriétaires d'immenses territoires) et aux firmes multinationales auxquelles ils se sont alliés pour développer massivement l'exportation de sucre et d'agro-carburant [2].

Les entreprises sucrières brésiliennes sont par ailleurs inquiètes de ce que l'opinion européenne pensera des conditions de travail de leurs coupeurs de canne à sucre. Elles craignent à cet égard des mesures de restrictions commerciales. Elles prévoient dès lors une alternative tout aussi bon marché : faire la récolte de la canne à sucre avec des machines (sortes de moissonneuses) sur tout le territoire d'ici 2015. Les coupeurs de canne comme Antonio risquent donc de perdre à terme leur emploi [3].

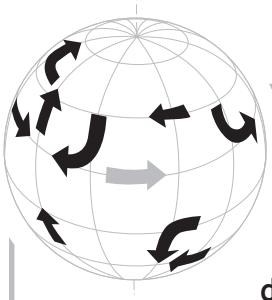
Au-delà des inégalités entre pays industriels et pays en développement, la question des inégalités à l'intérieur de ces derniers (même dans le cas de pays « émergents » comme le Brésil, la Chine ou l'Inde) est un enjeu central pour le développement et le travail décent. Cela implique de promouvoir dans les pays en développement la mise en œuvre de mécanismes de répartition plus équitable des richesses ainsi que des mécanismes de protection sociale.

Notes

1/. Le sucre que nous achetons en poudre ou en morceaux ne représente par ailleurs que 15% de notre consommation de sucre. Les 85% restant se retrouvent dans le chocolat, des sodas, les biscuits, les produits laitiers sucrés (yaourts, glaces…), etc.

2/. "Harsh conditions mark harvesting of Brazilian sugar cane for ethanol", octobre 2007, www.commercialappeal.com.

3/. Le Grain, Les connections de l'éthanol de sucre de canne, novembre 2007.

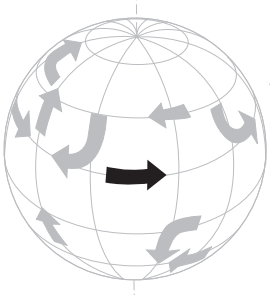


Question 7

Qu'a gagné la Chine à la délocalisation de l'usine Lesprit sur son territoire si Xiu et ses nombreuses collègues reçoivent un si faible salaire ?

Cochez les bonnes cases :

- ❑ 1.Le parti communiste aime voir la classe ouvrière exploitée par des étrangers.
- ❑ 2.Lesprit apporte des connaissances et des savoir-faire des pays industriels qui permettent à la Chine de moderniser ses propres industries en s'inspirant de Lesprit.
- ❑ 3.La Chine est fière qu'une marque internationale de plus soit représentée dans le pays.
- ❑ 4.L'établissement de la filiale de Lesprit en Chine a permis de créer de la croissance économique en Chine.



Réponse 7

Il fallait cocher les cases 2 et 4.

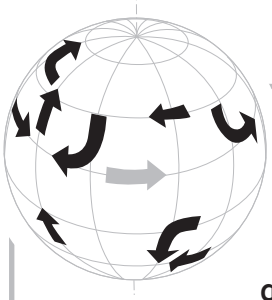
➔ Lesprit apporte des connaissances et des méthodes de gestion des pays industriels qui permettent à la Chine de moderniser ses propres industries en s'inspirant de Lesprit, par exemple au niveau du stylisme. Autre exemple : en 2007, la Chine a signé un accord avec Airbus pour qu'Airbus installe une usine de montage en Chine en partenariat avec un constructeur d'avions chinois. La Chine espère ainsi pouvoir un jour concurrencer Airbus et Boeing avec ses propres avions. Des entreprises chinoises sont aujourd'hui capables de produire seules des biens standardisés comme des ordinateurs ou des jouets qui se vendent en Europe ou aux États-Unis. Elles seront probablement bientôt capables de nous vendre des voitures répondant à nos normes de sécurité et de confort comme le Japon et la Corée du Sud l'ont fait. Obtenir ce genre de transfert de technologies n'est cependant pas évident et ne réussit que dans un certain nombre de cas.

➔ L'activité économique créée par la filiale de Lesprit a alimenté la croissance économique de la Chine et une minorité de Chinois liée à la gestion de la filiale de Lesprit a amélioré son revenu et a ainsi accédé à un niveau de vie élevé (automobile, téléviseur, ordinateur, etc.). La Chine est le pays en développement dans lequel les multinationales ont fait le plus d'investissements depuis les années nonante. Ces investissements ont été faits principalement par des multinationales issues du Japon, de Hong Kong, des États-Unis et d'Europe.
La forte croissance économique de la Chine, dans laquelle l'État et les entreprises chinoises jouent aussi un rôle important, a engendré l'apparition d'une classe de nouveaux riches, actifs dans l'industrie, le commerce et le secteur immobilier. On dénombrait ainsi, en 2007, 310.000 ménages dont la fortune était d'au moins un million de dollars (soit plus de millionnaires qu'en France ou en Italie). La fortune de ces 310.000

ménages représente les 40 % de la richesse de la Chine dans son ensemble, mais eux-mêmes ne forment que 0,1 % de la population [1] !
Au delà des millionnaires, la classe moyenne qui se développe en Chine représente déjà une importante clientèle pour les multinationales : près de 300 millions de personnes ont atteint un niveau de vie au moins équivalent à celui d'un ouvrier d'Europe du Sud. Les firmes ne s'installent dès lors plus en Chine seulement pour y réduire le coût de leur main d'œuvre et exporter vers les pays riches, mais aussi progressivement pour y trouver des marchés de consommation.
À l'autre extrême de l'échelle sociale subsiste en Chine près d'un milliard de personnes vivant en zones rurales dans la pauvreté et l'extrême pauvreté. L'ouverture de la Chine aux investisseurs étrangers et son intégration dans le commerce international a provoqué d'énormes disparités sociales à l'intérieur du pays.

Note

1/. Boston Consulting Group, Wealth Markets in China, 2007.



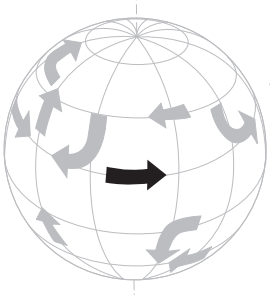
Question 8

La Chine a-t-elle intérêt à ce que le salaire de Xiu et des ouvrières et ouvriers chinois en général soit augmenté ?

Cochez la meilleure réponse :

❏ 1.Non, car cela rendrait la Chine moins compétitive et ferait fuir tous les investisseurs étrangers.

❏ 2.Oui, car cela permettrait aux entreprises chinoises de disposer d'une demande solvable locale pour écouler leurs produits plutôt que de dépendre essentiellement des marchés d'exportation. Cela n'aurait en outre qu'un impact limité sur les coûts de production.



Réponse 8

La seconde réponse est la meilleure.

L'augmentation du niveau des salaires chinois est une condition à la construction d'un marché intérieur permettant à l'économie chinoise de moins dépendre des exportations de composants et de biens standardisés. C'est du reste ce que la Chine a commencé à faire en 2007 : le gouvernement a relevé les bas salaires tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Il s'agit là toutefois d'une décision centralisée au niveau du gouvernement chinois, car les syndicats libres ne sont pas permis en Chine. Si le régime chinois a pris cette décision, c'est parce qu'il est conscient que sa compétitivité et ses coûts de production dépendent de nombreux paramètres dont le niveau des salaires, très bas en Chine, n'est qu'une composante parmi d'autres. L'augmentation des salaires, si elle est accompagnée de progrès technologiques et de l'apport de machines et d'infrastructures de meilleure qualité, peut en définitive déboucher sur une meilleure productivité, et donc sur une baisse du coût unitaire du travail.

Au-delà de l'exemple de la Chine, il faut être conscient que pour un pays, dépendre des stratégies de localisation des firmes étrangères et des exportations peut être un piège ! Les multinationales du vêtement, par exemple, font produire leurs collections par de très nombreuses entreprises sous-traitantes situées principalement en Asie [1]. Elles mettent ces entreprises en concurrence les unes avec les autres pour obtenir d'elles qu'elles les fournissent au meilleur prix (le plus bas) et dans les délais les plus courts. Il en résulte une très forte pression sur la main-d'œuvre qui peut voir son salaire réel [2] baisser et ses conditions de travail se détériorer alors que ces éléments étaient déjà bien faibles au départ. Au Bangladesh, le salaire réel des ouvrières de la confection a par exemple été divisé par deux en dix ans [3].

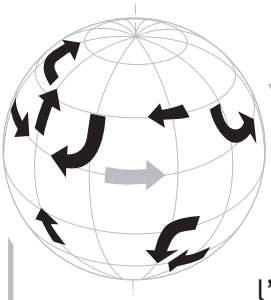
Face à ce genre de phénomène qui empêche le développement d'un marché intérieur solide, un État a intérêt à promouvoir l'amélioration progressive du revenu de ses travailleurs plutôt que de dépendre autant des investissements étrangers et des exportations. Il peut aussi favoriser la diversification de son économie et le développement d'industries locales par des politiques fiscales appropriées. C'est ainsi que le gouvernement chinois a décidé en janvier 2008 de supprimer les privilèges fiscaux des investisseurs étrangers : l'impôt sur les sociétés est désormais fixé à 25 % pour toutes les entreprises, alors que jusque-là les firmes étrangères étaient taxées à des taux de l'ordre de 15 % et les entreprises chinoises jusqu'à 33 %.

Notes

1/. Chine, Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Pakistan, Indonésie, Cambodge, Viêt-Nam, Thaïlande, Corée du Sud.

2/. C'est-à-dire le panier de biens et services qu'on peut se procurer avec l'argent de son salaire.

3/. Labour Behind the Label, Who Pays for Cheap Clothes ?, 2006.



Question 9

Dans les pays en développement, l'augmentation des bas salaires, comme ceux de Xiu ou d'Antonio, permettrait de lutter efficacement contre la pauvreté, mais…

Quel impact ce changement aurait-il sur la situation des travailleurs et des travailleuses comme Cécile dans les pays développés ?

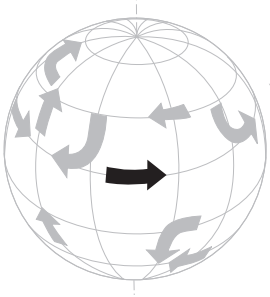
Cochez les bonnes cases :

❑ 1.Les revenus dans les pays développés diminueraient à cause de la « loi des vases communicants ».

❑ 2.Comme les pays en développement compteraient davantage de consommateurs ayant un meilleur pouvoir d'achat, ces pays importeraient des biens des pays industrialisés utiles à leur développement, ce qui créerait de l'activité économique et de l'emploi dans les pays industrialisés.

❑ 3.Les délocalisations vers les pays en développement perdraient de leur intérêt, ce qui pourrait rendre plus stable l'emploi dans les pays développés.

❑ 4.Les prix des produits importés en provenance des pays en développement n'auraient tendance à augmenter que marginalement, ce qui n'entraînerait qu'une diminution limitée du pouvoir d'achat des consommateurs des pays industrialisés.



Réponse 9

Il fallait cocher les cases 2 , 3 et 4.

L'augmentation des revenus dans les pays en développement est globalement une bonne chose pour les travailleurs des pays développés. La production de richesses d'un pays dépend de l'innovation et de la productivité de ses travailleurs. Elle existe donc potentiellement en quantité illimitée et l'enrichissement des uns n'a pas mécaniquement pour conséquence l'appauvrissement des autres. Si une entreprise privée cherche à se développer au détriment de ses concurrents, il n'en va pas de même pour les pays : le développement des uns peut être bénéfique au développement des autres.

Le raisonnement théorique d'une production illimitée des richesses ne doit toutefois pas faire oublier l'impact environnemental et les inégalités que cela peut provoquer. Pour être durable et équitable, cette production de richesses doit en effet être encadrée par des politiques publiques adéquates, en vue de développer des modes de production respectant l'environnement et en vue de répartir équitablement les richesses.

Mais en définitive, les travailleurs du Nord et du Sud ont des intérêts communs : au-delà des considérations humanistes relatives à la solidarité internationale, il est donc globalement dans l'intérêt matériel des travailleurs du Nord de promouvoir le développement et l'augmentation des revenus des travailleurs au Sud :

➔ L'augmentation progressive des bas salaires, et donc du pouvoir d'achat dans les pays en développement, permettrait à ces pays de davantage se développer à partir de leur propre marché. Si dans les pays en développement les travailleurs et les travailleuses voient leur pouvoir d'achat augmenter, ces pays chercheront à importer des biens produits dans les pays développés et nécessaires à leur développement. Il peut

s'agir par exemple de machines-outils ou de biens utiles aux infrastructures de transports, de production d'énergie ou de télécommunications. Le développement des exportations vers les pays en développement pourrait ainsi créer de l'emploi dans les pays industrialisés.

➔ Les délocalisations des activités industrielles qui nécessitent beaucoup de main d'œuvre peu qualifiée, comme la confection de vêtements de grande diffusion ou l'assemblage d'appareils électroniques, seraient en toute logique freinées par l'augmentation des salaires dans les pays en développement. Toutefois, l'écart des salaires entre les pays en développement les plus pauvres et les pays industrialisés est tellement grand qu'il faudra énormément de temps avant que l'augmentation des salaires dans les pays en développement se généralise au point de stopper les délocalisations industrielles.

➔ L'augmentation des salaires dans les pays en développement n'aurait qu'un impact limité sur les prix des produits importés car le salaire n'est qu'une partie souvent marginale du coût du travail et du prix de vente final. Dans le cas d'une paire de Nike « Air Pegasus » par exemple, le salaire de l'ouvrière qui la produit ne s'élève qu'à 2,75 dollars alors que ces chaussures se vendent 70 dollars. Le coût de la vente au détail s'élève à 35 dollars et les coûts publicitaires à 17 dollars. Le reste des coûts concerne les matières premières, l'amortissement des machines, les frais de transport et de douane [1]. Un doublement du salaire de l'ouvrière ne représenterait donc qu'une augmentation de moins de 4% du prix de vente. Dans les usines de prêt-à-porter des pays en développement, le coût total de la main-d'œuvre n'est en moyenne estimé qu'à 3 ou 4 % du prix du produit lorsqu'il est chargé à bord des bateaux, soit 0,75 % de son prix de vente [2] !

Il faut cependant noter que certains produits très bon marché, qui sont moins sophistiqués et comportent peu de coûts publicitaires, risquent de voir leur prix augmenter de façon plus sensible, ce qui peut poser problème aux personnes en situation difficile dans les pays industrialisés (chômeurs, travailleurs à bas revenus, etc.). Cela implique de développer dans les pays industrialisés des politiques sociales ciblées pour augmenter les revenus de cette catégorie de la population. Mais plus généralement, l'amélioration de la productivité des travailleurs, par l'apport de technologies plus modernes dans les processus de production, permet de produire davantage en un heure ou une journée de travail, ce qui peut permettre à une firme de vendre un produit moins cher tout en augmentant le salaire de la personne qui le fabrique.

Notes

1/. Daniel Cohen, Trois leçons sur la société post-industrielle, Seuil, 2006.

2/. David Birnbaum, Birnbaum's Global Guide to Winning the Great Garment War, Third Horizon Press (Hongkong), 2000.

Question 10

Agnès, Tony et les millionnaires chinois ne sont pas les seuls à s'enrichir. Entre 1997 et 2006, le nombre de millionnaires a augmenté sur tous les continents :

Nombre de millionnaires [1]	**1997**	**2006**
Amérique du nord	1.800.000	3.200.000
Europe	1.600.000	2.600.000
Asie	1.200.000	2.600.000
Amérique latine	200.000	400.000
Afrique	40.000	100.000
Total	**4.840.000**	**8.900.000**

Source : Merrill Lynch et Capgemini, World Wealth Report, 2007.

Populations (pour info)	**1997**	**2006**
Amérique du nord	302.000.000	335.000.000
Europe	729.000.000	732.000.000
Asie	3.567.000.000	4.013.000.000
Amérique latine	492.000.000	564.000.000
Afrique	758.000.000	946.000.000

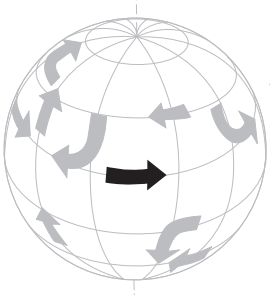
Note

1/. Il s'agit des personnes ayant une fortune financière d'au moins un million de dollars US.

Alors que le nombre de millionnaires a quasiment doublé en dix ans, qu'en a-t-il été de la population vivant sous le seuil de pauvreté au cours de la même période ? A-t-elle augmenté, diminué, ou est-elle restée inchangée ?

Cochez la bonne case pour chaque pays :

	Diminué	Inchangé	Augmenté
États-Unis			
Belgique			
France			
Pays-Bas			
Italie			
Inde			
Chine			
Thaïlande			
Indonésie			
Brésil			
Mexique			
Afrique du Sud			
Sénégal			
Nigeria			



Réponse 10

Part de la population vivant sous le seuil de pauvreté [1] en 1997 et en 2006

	Pays industrialisés				
États-Unis	Diminué			19%	17%
Belgique			Augmenté	5,5%	8%
France		Inchangé		7,5%	7,3%
Pays-Bas			Augmenté	6,7%	7,3%
Italie			Augmenté	6,5%	12,7%
	Pays émergeants				
Inde		Inchangé		80%	80%
Chine	Diminué			47,3%	34,9%
Thaïlande	Diminué			32,5%	25,2%
Indonésie	Diminué			55,4%	52,4%
Brésil	Diminué			23,7%	21,2%
Mexique	Diminué			24,3%	11,6%
	Pays pauvres				
Afrique du Sud			Augmenté	14,5%	34,5%
Sénégal	Diminué			67,8%	56,2%
Nigeria			Augmenté	90,8%	92,4%

Source : Programme des Nations Unies pour le Développement, Rapports mondiaux sur le développement humain 2000 et 2007/2008.

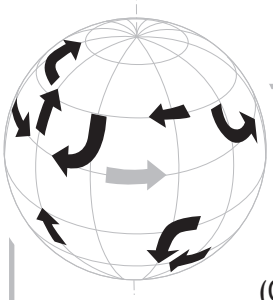
Note

1/. Pour les pays industrialisés, le seuil de pauvreté est défini par un revenu équivalent à 50% du revenu médian. Pour les autres pays, il est défini par un revenu de 1,30 euro (2 dollars US) par jour.

On remarquera que dans une série de pays industrialisés la population vivant sous le seuil de pauvreté a augmenté alors que le nombre de millionnaires a presque doublé ! En Belgique, le nombre de personnes ayant recours aux banques alimentaires croît chaque année (on en décomptait 110.000 en 2007). Aux États-Unis, en 2006, une personne sur six vivait sous le seuil de pauvreté !

Dans les pays émergents, alors que le nombre de millionnaires a doublé ou plus, la population sous le seuil de pauvreté a tendance à diminuer, mais elle constitue encore une part très importante de la population et continue d'augmenter dans des dizaines de pays pauvres.

Il apparaît dès lors que la richesse pourrait être répartie plus équitablement par des politiques publiques appropriées !



Question 11

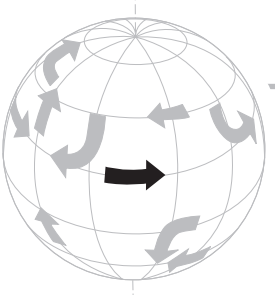
En 1998, l'Organisation internationale du travail (OIT) a défini quatre droits fondamentaux du travail afin de tenter d'enrayer la politique du « mois-disant » social [1] engendrée par la course à la compétitivité mondiale et de définir des « planchers » internationaux à respecter.

Parmi les propositions suivantes, quels sont les quatre droits fondamentaux de l'OIT ?
Cochez les bonnes cases :

- ❑ 1.Interdiction du travail des enfants
- ❑ 2.Garantie de la liberté d'association et du droit de négociation collective
- ❑ 3.Interdiction des heures supplémentaires non payées
- ❑ 4.Garantie d'un système de protection sociale en cas de licenciement
- ❑ 5.Interdiction du travail forcé
- ❑ 6.Interdiction de travailler plus de 50 heures par semaine
- ❑ 7.Garantie de 20 jours de congés payés par an
- ❑ 8.Interdiction des discriminations à l'emploi (sur la couleur de peau, le sexe, l'origine sociale, la religion, l'opinion politique, etc.)

Note

1/. La recherche des salaires et des conditions sociales les plus faibles possibles.



Réponse 11

Il fallait cocher les cases 1, 2, 5 et 8.

Les droits de l'OIT forment le plus petit dénominateur commun auquel sont arrivés les Etats membres en 1998 après de difficiles négociations. Ils ont été ratifiés par 150 États, mais pas par des pays aussi importants que les États-Unis ou la Chine !

Bien qu'ils ne représentent que des normes minimales, ces droits continuent d'être transgressés dans de nombreux endroits du monde. Pourtant, si les États s'engageaient à coopérer pour appliquer ce type de normes garantissant des conditions de travail décentes, les travailleuses et les travailleurs ne seraient plus considérés comme de simples outils censés créer de la croissance économique, mais comme des citoyens ayant le droit de vivre décemment de leur travail, au Nord comme au Sud.

Indicateurs du niveau de vie dans quelques pays

Sources : PNUD et FAO

Pays	Revenu en parités de pouvoir d'achat [1] US dollars - 2005 -	Pourcentage de la population souffrant de sous-alimentation - 2001/2003 -
États-Unis	41.890	Inférieur à 2,5%
Grande-Bretagne	33.238	Inférieur à 2,5%
Belgique	32.119	Inférieur à 2,5%
Japon	31.267	Inférieur à 2,5%
France	30.386	Inférieur à 2,5%
Grèce	23.381	Inférieur à 2,5%
Corée du Sud	22.029	Inférieur à 2,5%
Russie	10.845	3%
Mexique	10.751	5%
Roumanie	9.060	Inférieur à 2,5%
Thaïlande	8.677	21%
Brésil	8.402	8%
Chine	6.757	12%
Maroc	4.555	6%
Équateur	4.341	5%
Égypte	4.337	3%
Inde	3.452	20%
Viêt-Nam	3.071	17%
Bolivie	2.819	23%
Ghana	2.480	12%
Pakistan	2.370	23%
Bangladesh	2.053	30%
Mali	1.033	28%
Malawi	667	34%

Note 1/. Il s'agit du revenu annuel par habitant (donc le revenu moyen dans le pays). Exprimé en « parités de pouvoir d'achat », ce revenu a été corrigé pour tenir compte du coût local de la vie. Il permet de comparer de façon relativement pertinente les différences de niveau de vie entre pays.

Le CNCD-11.11.11 soutient l'alliance pour le travail décent en Asie

Les deux tiers des vêtements portés en Europe et aux États-Unis sont produits en Asie par une main d'œuvre essentiellement féminine.

Pour maintenir les salaires à un très bas niveau, les entreprises mettent les travailleurs en concurrence entre eux : dès que la main d'œuvre lutte quelque part pour améliorer son salaire et ses conditions de travail, les entreprises menacent de délocaliser leurs ateliers dans un pays voisin moins tumultueux.

Face à cette situation, des syndicats et ONG d'une dizaine de pays d'Asie ont formé l'Alliance pour un salaire plancher en Asie. Montant minimum à faire respecter par les entreprises, ce salaire plancher devra permettre aux travailleuses et travailleurs de vivre plus décemment et de se prémunir contre les effets de la course au « moins-disant » social qui pousse leurs salaires vers le bas.

Cette alliance vise la réalisation d'une campagne internationale pour la promotion du salaire plancher et des standards du travail décent en Asie dans le secteur de la confection. Cet objectif sera ensuite élargi à l'ensemble des secteurs.

L'Alliance pour un salaire plancher en Asie est soutenue par le Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11) via son programme « citoyenneté et démocratie » financé par l'Opération 11.11.11.

Envie de rejoindre ce combat ? Contactez-nous ! <www.cncd.be>

Éditeur responsable : Arnaud Zacharie, 9 quai du commerce, 1000 Bruxelles.

Graphisme Alain Maes

Globale Poursuite

Quels liens particuliers unissent Agnès, Salif, Xiu, Tony, Cécile et Antonio ?
Quel est l'impact des grandes mutations de l'économie mondiale sur l'emploi et les conditions de travail dans le monde ? Découvrez-le en jouant à Globale poursuite !
Devenez vous aussi un « global player » en apprenant à décrypter l'environnement international dans lequel vous vous trouvez ! Et faites avec nous le pari du travail décent !

<www.cncd.be>
<www.travaildecent.be>